

---

*Revue d'Alsace*

---

**Revue d'Alsace**

**134 | 2008**  
**Varia**

---

## Les élections du printemps 2008 en Alsace

Richard Kleinschmager

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1329>  
DOI : 10.4000/alsace.1329  
ISSN : 2260-2941

### Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008  
Pagination : 321-332  
ISSN : 0181-0448

### Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections du printemps 2008 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 134 | 2008, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1329> ; DOI : 10.4000/alsace.1329

---

Tous droits réservés

## Les élections du printemps 2008 en Alsace

Le soir du 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy a pu se flatter de réaliser un de ses meilleurs résultats régionaux en Alsace avec 65,5 % des voix. À Strasbourg, toutefois il n'a obtenu que 51,1 % des suffrages exprimés contre 54,3 % à Mulhouse et 61,31 % à Colmar. Un an plus tard, la candidate de son parti, l'UMP Fabienne Keller, maire de Strasbourg est battue avec 16 % d'écart par son challenger socialiste Roland Ries ; Jean-Marie Bockel en candidat de la majorité présidentielle, ministre de la coopération du gouvernement Fillon, maire sortant l'emporte de 168 voix seulement sur son ancien compagnon de route du PS Pierre Freyburger et enfin, le maire sortant UMP de Colmar, Gilbert Meyer ne garde son fauteuil qu'avec une majorité de 149 voix.

Les élections municipales de 2008 en Alsace comme dans le reste du pays, ont largement pris le contre-pied des élections présidentielles de 2007. Nicolas Sarkozy l'avait emporté par 53,2 % des suffrages contre 46,8 % à Ségolène Royal avec l'un des plus bas taux d'abstention jamais enregistrés de 15,2 % sur la France entière et 16,4 % en Alsace. Au soir du deuxième tour des municipales de 2008, la gauche contrôle 350 villes de plus de 15 000 habitants et la droite 262. En 2001, la droite en détenait 342 et la gauche 291. Le pouvoir local en France est largement aux mains de la gauche aujourd'hui.

Les évolutions de l'opinion publique à l'égard du Président de la République y a contribué pour une large part. Au cours de la première année de son mandat, une certaine déception s'est fait jour à son égard, y compris dans son propre camp. Les promesses non tenues sur le pouvoir d'achat alors même que le chômage a régressé ont fourni un thème de campagne majeur au Parti Socialiste. Par ailleurs, nul doute que les écarts de langage autant que l'exposition de la vie privée du nouveau président sont apparus à bien des Français peu conformes aux standards antérieurs de la fonction, avec notamment un divorce et un remariage dans les trois mois qui ont suivi. De manière générale, l'effet de souffle de la vie politique nationale sur ces élections municipales 2008 a été plus marqué qu'à d'autres échéances en particulier dans les villes d'une certaine importance où la politisation des élections municipales est nettement plus prononcée que dans le monde rural.

## Une campagne électorale modérée dans l'ensemble, vive sur la fin

Des élus politiques venus aux affaires après les générations issues de l'après-guerre ont profité de ces élections pour quitter la scène politique municipale. Daniel Hoeffel n'a pas été candidat à Handschuheim où il avait succédé à son père en 1965, Alfred Muller ne s'est pas représenté à Schiltigheim après trente et un ans à la tête de la municipalité de même que Théo Schnée maire depuis 1989 à Erstein ou encore Pierre Strasser à Haguenau et André Schneider à Hoenheim après trois mandats successifs.

Une des singularités de cette campagne 2008 a sans conteste été le nombre non négligeable de communes où une seule liste s'est présentée aux suffrages des électeurs. On a ainsi dénombré pas moins de treize communes de plus de 3 500 habitants (Barr, Betschdorf, Bouxwiller, Gamsheim, Marckholsheim, Molsheim, Mundolsheim, Reichstett, Souffelweyersheim, La Wantzenau, Huningue, Ribeauvillé, Rouffach) qui n'ont enregistré qu'une seule liste de candidats et ont donc été privées du débat démocratique et contradictoire qui nourrit habituellement une élection communale. Si la participation y est nettement plus faible que dans les autres communes, il est remarquable que sauf à Huningue (47%), elle ait été supérieure à 50%, dans un éventail allant de 50,4% à La Wantzenau (liste Graebeling) et à Mundolsheim (liste Reinhardt) à 62,7% à Ribeauvillé (liste Christ) et même 68,2% à Rouffach (liste Toucas).

Cette situation est réellement nouvelle puisqu'en 2001 seuls Hubert Hoffmann à Gamsheim et Léon Siegel à Marckholsheim avaient été élus dans un scrutin où leurs listes étaient seules à se présenter aux suffrages des électeurs. Les raisons d'une telle situation sont nécessairement multiples. La charge de travail des maires comme les responsabilités judiciaires encourues sont des éléments souvent invoqués pour justifier la réticence à candidater pour une telle charge. La vie associative ou le syndicalisme dans lesquels les futurs élus apprennent souvent à se frotter à la vie publique ne font plus office d'école de formation à la vie politique comme autrefois.

Une contrainte légale nouvelle apparue à cette élection municipale de 2008 a pu rendre plus difficile la constitution des listes. En effet pour la première fois, la parité homme/femme selon un ordre alternatif sur la liste a été obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants. Nul doute que cette obligation légale a rendu la constitution des listes plus difficiles. Les femmes restent encore pour une part rétives à la vie politique qui ne leur laisse souvent que peu de perspectives de devenir maires. Fabienne Keller élue en 2001 à Strasbourg, était seule avec Danielle Meyer-Traber à Ostwald à devenir maire dans une commune alsacienne de plus de 3 500 habitants. Sur le total des 904 maires alsaciens élus en 2001, 61 étaient des femmes. Le chemin à parcourir vers une parité pleine et entière reste encore long en Alsace comme dans le reste du pays dès lors que les partis politiques ne s'en saisissent pas comme une ardente nécessité.

La campagne politique proprement dite a été plutôt plus courte que d'autres, suite notamment à la forte activité électorale de 2007 qui a pu lasser certains électeurs et épuiser les forces des militants. Elle n'a été véritablement intense que sur la fin, en particulier dans les trois grandes villes de la région, d'autant que le jeu y est apparu ouvert, compte tenu de l'évolution de certaines données locales.

À Mulhouse, les cartes ont été redistribuées à l'issue de l'élection présidentielle. La nomination de Jean-Marie Bockel au secrétariat à la coopération et à la Francophonie du deuxième gouvernement Fillon a provoqué un séisme sur la scène politique mulhousienne. Qu'à la fin de son troisième mandat de maire, le cofondateur de la section PS de Thann en 1973, l'ancien député PS du Haut-Rhin de 1981 devenu sénateur PS du Haut-Rhin en 2004 accepte un poste ministériel après l'élection de Nicolas Sarkozy ne pouvait que créer un choc majeur dans son camp autant que dans celui de ses anciens adversaires devenus ses nouveaux partenaires. Persistant à se dire de gauche, il fonde, fin novembre 2007, le mouvement « la gauche moderne » censée incarner un sarkozysme de gauche avec le soutien de Georges Marc Benamou, alors conseiller culturel de l'Élysée mais aussi du marseillais Philippe San Marco, transfuge du PS, de Marielle Gallo, épouse de l'écrivain Max Gallo ainsi que de l'écrivain Olivier Poivre d'Arvor et de son frère Patrick, le journaliste de télévision bien connu. Bien entendu sur place, à Mulhouse, le PS a pris immédiatement ses distances tout comme son adversaire d'hier, la députée Arlette Grosskost qui, très tôt, a annoncé qu'elle voterait blanc et a refusé de participer à la liste « Pour Mulhouse ensemble » du maire sortant. Le duel annoncé était remis à d'autres échéances mais le plus difficile restait à faire pour Jean-Marie Bockel : s'approprier un électorat de droite qui lui avait été hostile pendant plusieurs décennies, tout en conservant une partie de son ancien électorat socialiste.

À Colmar, Gilbert Meyer, vainqueur au premier tour en 2001 mais défait aux sénatoriales de 2004 puis aux législatives de 2007, retrouvait en face de lui pas moins de six autres listes dont celle de son principal adversaire Roland Wagner qui avait mobilisé les Colmariens hostiles au projet du maire de fermer l'aéroport de la ville. Quant à son adjointe à la culture, Brigitte Klinkert, elle a également constitué une liste d'opposition tout comme l'UDF-Modem Odile Ulrich-Mallet. Le pasteur Bernard Rodenstein, le candidat socialiste Paul Layer comme le Vert Frédéric Hilbert également candidat aux cantonales, ont constitué l'opposition de gauche plus traditionnelle mais dispersée du maire sortant qui a espéré bénéficier du grand nombre de listes présentes pour tirer son épingle du jeu.

À Strasbourg, la confirmation de la candidature de Fabienne Keller avec le soutien de l'UMP a été très vite opérée. Sans surprise, l'association avec Robert Grossmann comme président de la CUS et maire délégué a été confirmée. Les divergences politiques et personnelles entre « le tandem » et certains membres de la majorité municipale de 2001 ont tourné assez rapidement à l'aigre entraînant l'opposition dissidente de Ludmilla Hug-Kalinkova et de Chantal Cutajar. Cette dernière, initialement adjointe en charge du quartier gare et de la sécurité et évincée de son poste dès 2002, a adhéré à l'UDF en 2004. Elle devient membre du Modem

dont elle porte les couleurs aux législatives de 2007. Elle obtient 11,7 % des suffrages dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Strasbourg-Centre emportée au deuxième tour par le député sortant, le socialiste Armand Jung. Le 19 décembre 2007, les adhérents la désignent comme tête de liste de liste aux municipales strasbourgeoises par 260 voix contre 143 à Ludmilla Hug-Kalinkova et 114 à Jean-Claude Petitdemange, ancien socialiste et ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, premier ministre et candidat contre Catherine Trautmann en 2001.

Au Parti Socialiste, la mémoire des dissensions entre Catherine Trautmann et Roland Ries qui avaient pour une bonne part conduit à la défaite municipale de 2001, ont amené les socialistes à aborder avec prudence le choix de la tête de liste. La nette victoire par 56,3 % des voix contre 43,7 % d'Armand Jung sur la candidate soutenue par le « tandem », Frédérique Loutrel, au deuxième tour des législatives de 2007, a constitué un signe encourageant pour le PS dans la perspective de la reconquête de Strasbourg. La consultation des militants des dix sections du PS strasbourgeois le 11 octobre 2007, a conféré à Roland Ries une incontestable légitimité en tant que candidat. Ayant obtenu 94 % des voix face à un autre candidat, Philippe Petit, qui ne risquait pas de lui porter ombrage, il a pu asseoir son leadership sur une équipe où il a su très habilement intégrer par la suite, et Catherine Trautmann, et Robert Hermann ancien adjoint au maire chargé des sports de 1989 à 2001 et conseiller général de Strasbourg 1 depuis 2001, un temps candidat à la candidature. Qu'il ait su recréer l'unité des socialistes strasbourgeois autour de sa personne a sans conteste été un facteur de mobilisation de son propre camp. Quant aux Verts, ils ont adopté la tactique d'une candidature séparée au premier tour avec en tête de leur liste Alain Jund, 51 ans, responsable des Verts à Strasbourg depuis 2004, consultant dans un cabinet de conseil aux collectivités que les militants ont élu dès juin 2007. Le rapprochement avec le PS pour le premier tour a très tôt été inscrit dans leur calendrier d'autant qu'en ayant la possibilité de se maintenir au deuxième tour s'ils dépassaient les 10 % des suffrages, ils pouvaient espérer peser fortement sur les négociations avec le PS.

La campagne proprement dite n'a pas connu d'événements particulièrement marquants. Peu de leaders politiques nationaux ont fait le déplacement en Alsace. Seul Bertrand Delanoë est venu soutenir Roland Ries et à droite les soutiens de Nicolas Sarkozy et des autres leaders de l'UMP ont été très modérément sollicités de crainte de voir les enjeux locaux submergés par les aléas de la politique nationale et la baisse de popularité de la droite présidentielle. On a pu entendre Robert Grossmann déplorer sur les ondes d'Europe 1 le 15 février 2008 que le Nicolas Sarkozy d'aujourd'hui n'était plus celui qu'il avait connu auparavant. Quant à la campagne d'affichage elle est restée très modeste, la distribution d'affichettes de petits formats dits « flyers » distribuées directement aux électeurs étant préférée à l'affichage autorisé ou sauvage dans les rues. Quant à la sphère de l'Internet et des « blogs », il est incontestable que pour une fraction de l'électorat, en particulier l'électorat jeune, il a constitué une des modalités de la communication dans la campagne à tel point qu'un quotidien comme les Dernières Nouvelles d'Alsace a mis en place dès septembre 2007 un « blog » de la

rédaction sur les élections municipales à Strasbourg ([www.strasbourg2008.dna.fr](http://www.strasbourg2008.dna.fr)). Dans cette optique, le blog de Robert Grossmann dénommé « blog-notes » et ouvert depuis trois ans a sans conteste été un des supports souvent évoqué ou brocardé de la campagne sur la « toile » de même que le blog plus récent de Philippe Bies ([www.blog.philippebies.fr](http://www.blog.philippebies.fr)). Aucun candidat d'importance n'a pu se passer de site officiel consacrant ses mérites et informant les lecteurs sur son programme. Quant aux médias plus traditionnels – presse écrite, radio et télévision – à travers tables rondes et reportages, ils ont poursuivi leur mission traditionnelle d'information dans le détail, constituant le support majeur d'information des électeurs.

## Un premier tour de fragilisation des positions acquises

Les résultats du premier tour des élections municipales ont été marqués par un certain contraste entre une majorité de communes où l'élection est jouée au lendemain de ce premier dimanche électoral et les incertitudes subsistantes dans quelques communes urbaines. Claude Keiflin dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* a pu, à juste titre, souligner en sous-titre de son commentaire que « près des trois quarts des communes de plus de 3 500 habitants connaissent déjà le nom de leur futur maire » (Claude Keiflin, « Strasbourg, alternance en vue » in *DNA*, 10 mars 2008). Dans 59 communes de plus de 3 500 habitants sur 81, qui constituent le chapelet des villes petites et moyennes qui maillent l'ensemble du territoire régional, le résultat est acquis dès le 8 mars. À Strasbourg, Roland Ries prend une option sérieuse pour la victoire finale avec près de dix points d'avance sur Fabienne Keller mais à Colmar et à Mulhouse l'incertitude s'est installée. Jean-Marie Bockel obtient 40,3 % des voix contre 45,1 % en 2001 à Mulhouse et Gilbert Meyer à Colmar ne totalise que 34,1 % des suffrages alors qu'il avait été élu dès le premier tour en 2001 avec 50,7 % des suffrages.

Habitué des victoires dès le premier tour, le socialiste Jean-Pierre Baeumler à Thann (57,5 % des voix contre 62,2 % en 2001) et l'UMP Jean-Luc Reitzer (64 % des contre 71,4 % en 2001) à Altkirch, confirment leur forte implantation de même que Jean-Louis Christ seul candidat à Ribeauvillé dont la victoire véritable réside dans la mobilisation de son électorat qui participe à 62,7 % à l'élection malgré la candidature unique. Il en est de même pour Laurent Furst à Molsheim (58,7 % de participation). À Saint-Louis, le très chiraquien Jean Ueberschlag chute de 77,3 % des voix du premier tour de 2001 à 45,7 % mais reste en tête. Marcel Bauer confirme son implantation à Sélestat en étant élu dès le premier tour avec 54 % des suffrages contre 45,3 % en 2001. Deux élections sont plus surprenantes à ce premier tour, celle du député UMP Emile Blessig qui l'emporte contre le maire sortant le Modem Thierry Carbiener avec 54,7 % des voix à Saverne, et plus inattendue celle de Christian Gliéch qui l'emporte de 31 voix face au maire sortant et vice-président du Conseil Général du Bas-Rhin, Pierre Bertrand à Wissembourg. Le socialiste Jacques Bigot réussit sans conteste la meilleure performance de ce premier tour en l'emportant avec près de 70 % des

voix sur son concurrent UMP Jean-Claude Haller à Illkirch-Graffenstaden. Elle est d'autant plus exceptionnelle qu'elle est obtenue dans une commune où il n'avait totalisé que 36 % des suffrages en 2001 et que Nicolas Sarkozy y avait obtenu 64 % des suffrages au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2007. Par ailleurs à Erstein, Jean-Marc Willer, premier adjoint de l'ancien maire Théo Schnee qui ne se représentait plus l'emporte avec 62 % des voix.

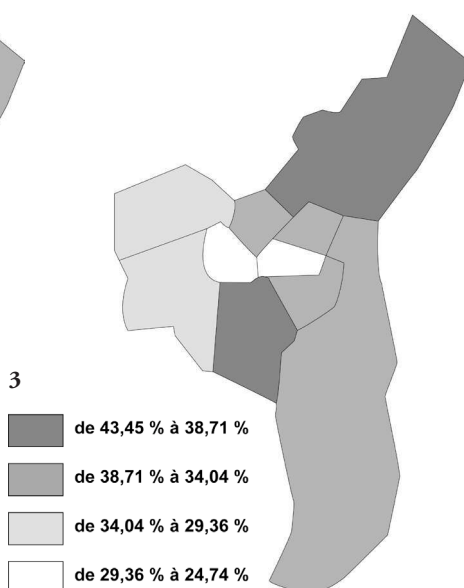
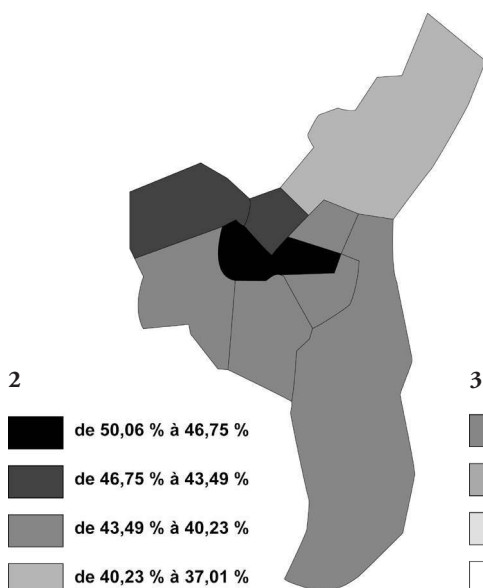
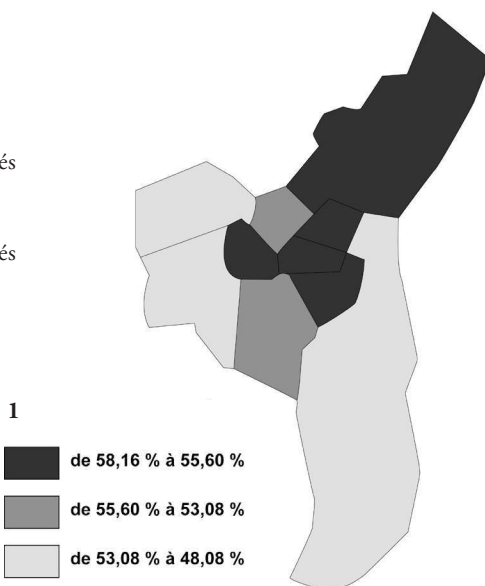
Tous les maires se présentant sans concurrent ont été élus. Dans les élections à plusieurs candidats, nombre de mairessortants de communes de plus de 3 500 habitants comme Jean-Louis Feydt (57 % des suffrages) à Eschau, André Klein-Mosser (54 %) à Bischheim, Nicole Thomas (50 %) à Bischwiller, Etienne Wolf (71 %) à Brumath, Jacky Keller (72 %) à Drusenheim, André Lobstein (56 %) à Eckbolsheim, René Lacogne (58 %) à Fegersheim, Sébastien Zaegel (69 %) à Geispolsheim, Louis Becker (66 %) à Herrlisheim, Vincent Debes (58 %) à Hoenheim, Hughes Danner (69 %) à Ingwiller, Yves Bur (65 %) à Lingolsheim, Frédéric Reiss (70 %) à Niederbronn, Jean-Richard Diebolt (57 %) à Oberhausbergen, Bernard Fischer (58 %) à Obernai, Gérard Kammerer (66 %) à Plobsheim, Hubert Walter (66 %) à Reichshoffen, Marcel Schmitt (51 %) à Schweighouse-sur-Moder, Camille Scheydecker (69 %) à Soufflenheim, Henri Bronner (59 %) à Vendenheim, Eric Amiet (67 %) à Wolfisheim et Joseph Ostermann (51 %) à Wasselonne dans le Bas-Rhin ont été élus dès le premier tour. Dans le Haut-Rhin, Richard Lasek (56 %) à Bollwiller, Jean-Paul Meyer (65 %) à Blotzheim, Francis Fleury (61 %) à Brunstatt, Michel Sordi (75 %) à Cernay, Michel Habig (55 %) à Ensisheim, Daniel Eckenspieler (61 %) à Illzach, Gérard Cronenberger (69 %) à Ingersheim, Gérard Kielwasser (72 %) à Kembs, Jo Spiegel (65 %) à Kingersheim, Francis Hillmeyer (72 %) à Pfastatt, Monique Karr (55 %) à Riedisheim, Claude Abel (58 %) à Sainte-Marie-aux-Mines, Daniel Bux (62 %) à Sausheim, Thomas Birgaentzlé (56 %) à Sultz-Haut-Rhin, Stanislas Pilarz (51 %) à Staffelfelden, Jean-Pierre Baeumler (57 %) à Thann et Denis Riesemann (57 %) à Wittelsheim ont également bénéficié de cette prime au sortant qui n'est ni plus ni moins que le satisfecit renouvelé des électeurs pour des gestions municipales estimées satisfaisantes et qui s'inscrivent dans la durée. En Alsace, la coloration dominante de ce socle d'élus de petites villes qui structurent la vie rurale et péri-urbaine reste de centre-droit avec une affiliation majoritaire à l'UMP même si la gauche réussit quelques percées remarquées à l'occasion de cette élection.

Sur Strasbourg où le nombre d'inscrits a progressé de 14 493 électeurs par rapport à 2001, Roland Ries efface la contre-performance de Catherine Trautmann. Il totalise dès le premier tour 32 753 voix là où, associée aux Verts elle n'avait recueilli que 19 203 voix et Jean-Claude Petitdemange, candidat dissident de la majorité municipale de l'époque 7 989 voix. Il devance Fabienne Keller de près 7 500 voix. Avec un tel écart, les jeux étaient faits à Strasbourg dès le premier tour. Géographiquement, l'avancée de Roland Ries se diffuse sur l'ensemble de la ville puisqu'il arrive en tête dans 105 bureaux sur 143. Les quartiers populaires votent nettement en sa faveur. Il obtient 48 % dans le canton 2 (Gare-Sainte Aurélie-Finkwiller), 46,6 % des voix dans le canton 6 (Cronenbourg-Hautepierre) et 43,2 %

dans le canton 10 (Neuhof-Stockfeld) mais son meilleur résultat est réalisé dans le canton 3 (Krutenuau-Esplanade), véritable fief strasbourgeois du PS où l'électorat populaire se mêle de manière croissante à l'électorat dit « bourgeois-bohème » des couches tertiaires de techniciens, cadres et professions intellectuelles, universitaires en particulier. La même tendance est observable dans le quartier Gare.

### Élections municipales de Strasbourg 1<sup>er</sup> tour, 9 mars 2008

1. Participation électorale par cantons
2. Suffrages de M. **Roland Ries**  
(en pourcentage par rapport aux exprimés par cantons)
3. Suffrages de Mme **Fabienne Keller**  
(en pourcentage par rapport aux exprimés par cantons)





Quant à Fabienne Keller, c'est dans le canton 5 de la Robertsau qu'elle établit sa plus forte position avec 43,4% des voix. Elle dépasse les 35% des voix dans le canton 1 (Hôtel de Ville-Kléber), le canton 7 (Meinau), le canton 8 (Neudorf) et le canton 4 (Conseil des Quinze). L'un des phénomènes notoires de la géographie du vote à cette élection est la très forte érosion du vote d'extrême-droite représenté par Christian Cotelte et Robert Spieler. Ensemble sur le canton 10, vieux fief de ce vote, il ne totalise que 7,7% des voix alors qu'en 2001, Robert Spieler obtenait 10,8% des voix et Jean-Louis Wehr 11,7% soit au total 22,5%. Le signal de la baisse d'influence avait déjà été donné à la présidentielle de 2007 où Le Pen n'avait obtenu dans ce quartier du Neuhof que 13% des voix contre 34% en 1995. De fait, cette élection strasbourgeoise souligne un net renforcement de la bipolarisation de l'électorat autour des deux pôles, le PS et l'UMP comme inspirée par l'élection présidentielle. Roland Ries (43,9% des voix) et Fabienne Keller (33,9%) totalisent au premier tour de 2007 près de 78% des voix alors qu'en 2001 Catherine Trautmann (29,1%) et Fabienne Keller (29,5%) recueillaient ensemble moins de 60% des suffrages.

Cette bipolarisation très nette à Strasbourg n'est guère observable à Mulhouse et Colmar où le jeu de l'opposition frontale droite/gauche n'a pu s'opérer. À Mulhouse, la très confortable avance de Bockel en 2001 où il avait obtenu 11 488 voix soit 45,1% des suffrages s'est réduite à 10 845 voix soit 40,3% des suffrages en 2001. D'évidence, le ralliement des électeurs de droite (Stoessel, 5 761 voix soit 22,6% des suffrages en 2001) à Jean-Marie Bockel ne s'est que partiellement opéré même s'il a conservé une part de son électorat antérieur, le candidat du PS Pierre Freyburger n'ayant recueilli que 8 690 voix soit 32,4% des suffrages. D'évidence, le candidat du FN est l'un de ceux qui a le mieux tiré son épingle du jeu totalisant 2 772 voix (10,3% des suffrages) en 2008 contre 1 734 voix en 2001 (6,8%) devançant pour la première fois nettement Gérard Freulet (2 082 voix soit 7,7% des suffrages) candidat sous les couleurs du MPF de Gérard De Villiers alors qu'en 2001 il avait totalisé 5 126 voix soit 20,1% des suffrages avec l'étiquette MNR du mouvement de Bruno Mégret.

À Colmar, le maire sortant (34,1% des suffrages) n'est pas menacé par les opposants politiques traditionnels, le PS (8,7%), le Modem (7,6%) les Verts (7%) et le pasteur Rodenstein (6%) mais par des adversaires issus de son ancienne majorité municipale qui peuvent l'obliger à une triangulaire entre candidats de droite pour le deuxième tour ou pire le confronter à un duel comme lors des législatives de 2007 où il avait perdu face à Eric Straumann. En effet, son principal adversaire Roland Wagner a obtenu 23% des suffrages et Brigitte Klinkert 13,7% des voix colmariennes et à eux deux, ils totalisent plus de voix que le maire sortant, le résultat global confirmant le fort ancrage à droite du chef lieu du Haut-Rhin.

Ce premier tour a rebattu les cartes municipales sans faire apparaître de bouleversement imprévisible si ce n'est dans l'ampleur de l'écart creusé à Strasbourg par Roland Ries avec le maire sortant. Yolande Baldenweck dans le quotidien l'Alsace

(lundi 10 mars 2008) donnait bien la tonalité de ce premier tour alsacien des municipales en titrant son article de commentaire « la gauche se sent pousser des ailes, la droite tient bon dans ses fiefs ».

## **Le deuxième tour : un paysage politique recomposé mais pas bouleversé**

C'est sans surprise que le deuxième tour des élections municipales 2008 à Strasbourg a confirmé l'avance du premier tour et consacré la victoire de Roland Ries. La mise à l'écart de Robert Grossmann au cours de cette campagne du deuxième tour n'aura pas suffi à permettre à Fabienne Keller de remonter son handicap. Bien au contraire, l'écart s'est creusé et c'est avec 44 935 voix soit 58,3 % des suffrages que Roland Ries est redevenu maire de Strasbourg. Pour mémoire, Catherine Trautmann l'avait emporté par 52,5 % des voix au premier tour de 1995 et avec 42,7 % des suffrages dans une quadrangulaire au deuxième tour, en 1989. En 1983, Marcel Rudloff avait conservé la ville à la droite avec 54,6 % des voix dès le premier tour devant le candidat socialiste de l'époque Jean Oehler qui avait totalisé 24,5 % des voix. À Mulhouse comme à Colmar, les maires sortants ne l'ont emporté que d'une très courte tête. La quatrième victoire municipale de Jean-Marie Bockel s'est jouée avec une avance de 168 voix seulement sur son challenger socialiste qui obtient 42,6 % des suffrages contre 43,2 % au maire sortant et 14,3 % à Patrick Binder du FN. À Colmar, le résultat proclamé à 21 h 40 après une première annonce indiquant Roland Wagner gagnant suite à une inversion des totaux dans l'un des bureaux de vote, a permis à Gilbert Meyer de l'emporter grâce à 149 voix d'avance sur son challenger. Les autres résultats marquant de ce deuxième tour ont été la victoire de Raphaël Nisand (50,3 % des suffrages) à Schiltigheim qui succède ainsi à Alfred Muller après en avoir été l'adjoint, de Claude Sturni à Haguenau (38,3 %) dans une quadrangulaire, de Roger Niggel (53,6 %) à Mutzig, d'André Wetzel à Benfeld (52,4 %) devant le maire sortant Robert Lustig, de Roger Letzelter à Mertzwiller (58,3 %) empêchant le retour de l'ancien maire Jean-Luc Jung, de Jean-Marie Beutel, PS, (48 %) à Ostwald maire sortant de 2001 et battu à l'époque de 81 voix par Danielle Meyer-Traber et de Michel Herr à Rosheim (51,4 %). Dans le Haut-Rhin, à Guebwiller, Denis Rebmann, PS, (49 %) l'a emporté largement sur ses divers adversaires créant une véritable surprise de même que Antoine Homé, PS aussi, à Wittenheim (54,5 %) dans une quadrangulaire. L'élection de Pierre Dischinger, divers droite, à Munster (36,6 %) a été disputée de même que celle d'André Clad, maire sortant UMP, à Lutterbach (46,9 %). Plus sereines ont été en apparence les réélections des maires sortants, Robert Blatz à Horbourg-Wihr (51,4 %) et Gérard Lamy à Habsheim (48,2 %).

## Les élections cantonales dans l'ombre portée des municipales

Du fait d'un renouvellement partiel des Conseils Généraux ne concernant que la moitié des électeurs, les cantonales restent des élections discrètes, peu visibles surtout quand elles se déroulent en même temps que d'autres scrutins. Dans les deux départements alsaciens où la droite a toujours été largement majoritaire, ces élections ne risquaient pas de modifier fortement les équilibres existant d'autant que la prime au sortant joue un rôle non négligeable dans ce type d'élection territoriale uninominale. Sur 39 sièges de conseillers généraux en jeu sur l'ensemble de l'Alsace, 22 ont été pourvus dès le premier tour dont 4 pour le PS, 11 pour l'UMP, 2 au titre des divers droite et 3 sans étiquette, 1 pour l'UDF et 1 indépendant. Le moins bien élu du premier tour est le socialiste est Jo Spiegel (53,3%), tandis que le mieux élu, l'UMP Richard Stoltz obtient 84,8% des suffrages. La majorité – 12 conseillers sur 22 – est élue avec plus de 60% des voix et 3 d'entre eux seulement n'étaient pas des conseillers sortants.

Les surprises de cette élection cantonale sont venues du deuxième tour. Dans le Haut-Rhin, dans le canton de Colmar-Sud, le candidat des Verts, Frédéric Hilbert l'a emporté devant le conseiller général sortant Roland Wagner, président de la commission des finances. Nul doute que des électeurs de Gilbert Meyer ont, à leur façon fait payer la candidature de Roland Wagner aux municipales et ainsi favorisé une première victoire surprenante des Verts dans une élection uninominale. Moins étonnante a été l'élection du maire de Hirsingue, le divers gauche Armand Reinhard qui fait perdre à la droite le siège de Francis Demuth.

Dans le Bas-Rhin, la suprématie de l'UMP n'a pas été plus menacée que dans le Haut-Rhin dans ces élections marquées par le choix de Philippe Richert de ne plus se présenter à la présidence du Conseil Général. À certains égards, ces élections cantonales ont corroboré les élections municipales en consacrant le poids du fief strasbourgeois dans l'assemblée du département, ce qu'a illustré Jacques Fortier dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* en titrant « Une île rose dans une mer bleue » (*DNA*, 17 mars 2008). Les trois conseillers généraux socialistes renouvelables, sur Strasbourg, Robert Herrmann (Strasbourg-Centre), Henri Dreyfus (Bourse-Esplanade) et Armand Jung (Montagne Verte), l'ont emporté sans difficulté. Plus surprenante a été la victoire du jeune candidat socialiste Olivier Bitz dans le canton 4 de Strasbourg, (Conseil des Quinze) détenu depuis vingt ans par le Professeur de Droit et ancien président de l'Université Robert Schuman, Jean Waline qui l'avait emporté lors de la précédente élection, au deuxième tour, avec quinze points d'avance sur son challenger socialiste de l'époque. Par ailleurs, dans le canton de Bouxwiller, Pierre Marmillod a été élu dans une triangulaire à droite qui l'opposait à Marc Danner (sans étiquette) et Laurence Jost (UMP) pour la succession de Jean Westphal qui avait occupé le siège pendant 32 ans offrant à sa formation, l'UDF, un troisième siège au sein du Conseil.

Au troisième tour de ces élections cantonales, celui de l'élection du Président, Francis Buttner fut réélu sans véritable concurrence dans le Haut-Rhin par 20 voix

sur 31, malgré sa petite déconvenue des élections municipales à Riedisheim où il a avait soutenu Denis Liebenguth, auquel les électeurs de la commune ont préféré le maire sortant, Monique Karr.

Dans le département du Bas-Rhin, la compétition pour la présidence du Conseil ouverte par le départ volontaire du président sortant, le sénateur Philippe Richert, a conduit sans tumulte à l'élection de Guy-Dominique Kennel à la tête du département. Né en 1952, inspecteur de l'éducation nationale, maire de Preuschedorf depuis 1989, conseiller du canton de Woerth où il a succédé au député François Grussenmeyer en 1992, membre de l'UMP, il hérite d'un Conseil dont les prérogatives se sont élargies et dont l'administration a été restructurée par son prédécesseur qui a fortement marqué l'institution de son empreinte.

## Conclusion

Le bilan des élections municipales 2008 en Alsace est contrasté pour les diverses composantes politiques. Le fait marquant est sans conteste la reconquête de la ville de Strasbourg par le Parti Socialiste. Après avoir habilement assis sa légitimité de candidat au sein de son parti, Roland Ries a emporté haut la main la mairie dans une campagne menée avec dextérité et un effort concentré sur la fin de la période électorale qui a obligé ses adversaires à s'épuiser dans l'attente de son entrée en lice. Le PS conquiert d'autres villes d'importance non négligeable comme Guebwiller au sud ou Wissembourg au nord mais surtout renforce son fief strasbourgeois avec la reconquête par Jean-Marie Beutel d'Ostwald, la victoire de Raphaël Nisand à Schiltigheim et le plébiscite des électeurs d'Illkirch-Graffenstaden pour leur maire, Jacques Bigot. Ce dernier a naturellement acquis ce faisant, la dimension propice à la présidence de la Communauté Urbaine. Cette présidence suscitée par Roland Ries ouvre une nouvelle tentative de partage des pouvoirs entre maire de Strasbourg et président de la Communauté Urbaine de Strasbourg. Elle apparaît moins que dans le cas précédent comme un compromis politique mais inaugure une nouvelle position de la ville de Strasbourg dans le dispositif communautaire. La capacité à s'entendre sur les objectifs et les moyens d'y parvenir tout comme l'entente entre les personnes seront décisifs dans cette nouvelle tentative de double pouvoirs à la tête de l'agglomération strasbourgeoise.

Cette consolidation de l'influence du PS sur la capitale régionale ne saurait occulter le maintien d'une très large diffusion régionale de l'UMP qui continue de contrôler la majorité des petites villes et des villes moyennes alsaciennes même si nombre de maires proches de cette formation ont préféré occulter leur affiliation partisane et se présenter sans étiquette à cette élection municipale. Il en a été de même pour quelques candidats marqués à gauche. Même si les positions locales du PS n'ont jamais été aussi fortes, l'Alsace ne semble pas encore être entrée dans le mouvement de bascule à gauche que d'autres régions comme la Bretagne ont pu

connaître d'autant que la conquête de Strasbourg s'est accompagné de ce qu'il faut bien qualifier de perte de Mulhouse pour le PS. En effet, en faisant le choix de l'acceptation d'un poste ministériel dans le gouvernement Fillon à l'invite du Président Sarkozy, Jean-Marie Bockel, vainqueur sur le fil mais vainqueur tout de même, prive le PS de l'un de ses points d'appui majeurs dans le sud de la région. Sa démarche, toutes choses étant égales par ailleurs, n'est pas sans rappeler celle de l'un de ses prédécesseurs de 1956 à 1981, Émile Muller qui après avoir été secrétaire fédéral de la SFIO de 1957 à 1968 avait créé le Parti de la démocratie socialiste devenu en 1972 le Parti Social Démocrate et avait concouru sous cette étiquette à l'élection présidentielle de 1974. L'avenir dira si « Gauche Moderne » lancée par Jean-Marie Bockel le 28 novembre 2007 aura davantage d'avenir que le PSD. Ce qui est certain c'est que les cartes de la scène politique locale à Mulhouse ont été redistribuées suscitant des mouvements divers à droite comme à gauche face à ce ralliement du maire sortant qui, se réclamant du blairisme a voulu structurer l'aile droite du PS et s'emploie désormais à créer l'aile gauche du sarkozysme.

La mouvance présidentielle peut désormais s'appuyer sur les deux principales villes du Haut-Rhin. Colmar lui aurait de toute façon été conservée si Roland Wagner l'avait emporté sur Gilbert Meyer qui d'un souffle, a conservé sa mairie après avoir été défait aux législatives. La mouvance centriste hors l'UMP n'a pas réussi de percée et le Modem n'a pas transformé en sièges municipaux nombreux, les bons résultats de François Bayrou aux élections présidentielles dans la région. Le regroupement de centristes et de gaullistes qu'incarne l'UMP sous la férule présidentielle a jusqu'à ce jour empêché la reconstitution du clivage entre gaullisme et centrisme qui a longtemps structuré la vie régionale. Il impose une bipolarité de la vie politique régionale incarnée par l'UMP et l'opposition socialiste. Avec le changement d'affiliation partisane de Jean-Marie Bockel et sa victoire mulhousienne, la géographie de cette opposition s'est modifiée voire inversée : c'est désormais au nord de la région, sur l'agglomération strasbourgeoise, que s'enracine le pôle de l'opposition socialiste même si dans la grande périphérie de Mulhouse, la gauche conserve des points d'appui anciens et en a conquis de nouveaux. Cette bipolarisation a naturellement accentué l'érosion de l'influence des autres formations politiques. L'extrême-droite, en dépit de ses bons scores mulhousiens où elle a su profiter des perturbations introduites dans le jeu politique local, poursuit son déclin que l'avancement en âge de son leader historique ne devrait pas manquer d'accroître. Quant aux Verts, ils maintiennent quelques positions municipales, imposent l'un des leurs au Conseil Général du Bas-Rhin, font de bons résultats dans nombre de communes urbaines mais ne dépassent pas des niveaux qui leur permettraient d'atténuer les effets de la bipolarisation.

Si le sarkozysme qui a notoirement déstructuré l'influence de l'extrême-droite, s'est imposée en Alsace plus qu'ailleurs aux élections présidentielles et législatives de 2007, les élections municipales et cantonales du printemps 2008 ont été marquées par un retour du balancier à gauche. Ces élections font du PS le premier pouvoir local en France. L'Alsace a accompagné ce mouvement à sa façon, avec une ampleur plus mesurée que dans nombre d'autres régions mais avec un impact certain.